



Assemblée générale

Distr. générale
11 octobre 2010

Original : français

Soixante-cinquième session
Point 86 de l'ordre du jour
Portée et application du principe
de compétence universelle

Lettre datée du 12 août 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe le texte de l'Accord politique conclu le 9 août 2010 à Antananarivo entre les différents partis politiques en vue d'une solution de sortie de crise et l'organisation d'élections libres, crédibles, transparentes et démocratiques à Madagascar.

Je vous serais infiniment reconnaissant de bien vouloir faire assurer la diffusion dudit document à qui de droit.

Le Représentant permanent
(Signé) Zina **Andrianarivelo-Razafy**



**Annexe à la lettre datée du 12 août 2010
adressée au Président de l'Assemblée générale
par le Représentant permanent de Madagascar
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Accord politique

Préambule

L'an deux mil dix, le onze août,

Réunies au Centre de conférence internationale d'Ivato,

Déterminées, dans l'intérêt supérieur de la nation, à œuvrer ensemble et mettre en commun leurs efforts dans la recherche d'une solution de sortie de crise,

Reconnaissant à l'unanimité que la non-candidature de M. Andry Nirina Rajoelina aux élections à venir offre toute garantie de neutralité,

Résolues à mettre fin au régime de transition dans les meilleurs délais,

Convaincues que l'organisation d'élections libres, crédibles, transparentes et démocratiques est la seule voie incontournable pour atteindre cet objectif,

Les parties signataires,

M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la Haute Autorité de la transition, d'une part; et

Les partis et associations politiques dont la liste est annexée au présent accord, d'autre part, conviennent de ce qui suit :

**Chapitre 1
Principes généraux**

Article 1

Le présent accord politique est guidé par les principes suivants :

a) Il s'agit d'un accord qui peut évoluer en fonction du développement du processus de dialogue malgacho-malgache;

b) Le cadre dans lequel il évolue et son exécution se faisant dans une « nouvelle inclusivité » fondée sur l'identité de chaque parti politique et basée sur une démarche itérative, interactive, interdépendante et redevable, attentive aux propositions des différentes parties prenantes, entre autres :

- L'ensemble de toute la population;
- Les Ray aman-dreny;
- La société civile;
- Les acteurs économiques;
- Les partis et associations politiques sans exclusion
- Les forces armées et de sécurité;

- La société religieuse;
- La société des médias;
- La communauté internationale;
- Et les membres de la transition actuelle.

Article 2

Du retour à l'ordre constitutionnel

Les partis et associations politiques ont constaté que les crises malgaches survenant à répétition depuis 1972 ont pour cause un manque de vision largement concertée.

Aussi, voulant tirer les leçons du passé, les partis et associations politiques confirment-ils avec fermeté la nécessité de l'élaboration d'une nouvelle constitution marquant ainsi le passage vers la quatrième République.

Article 3

De l'adhésion au processus de sortie de crise initié par la société civile

Afin de faciliter l'adhésion des partis et associations politiques au processus initié par la société civile, celle-ci doit, d'une part, prendre en compte le Manifeste des partis et associations politiques que les partis politiques lui ont préalablement transmis et, d'autre part, donner un calendrier ferme des diverses échéances des processus.

La société civile doit être soutenue par la communauté internationale dans l'observation de la neutralité, l'impartialité et l'objectivité du processus de sortie de crise.

La société civile est conviée à définir conjointement avec les partis et associations politiques, les termes de références du « Fihaonambem-pirenena ».

Article 4

Du mode d'adoption de la future constitution

Les grandes orientations de la nouvelle constitution sont arrêtées par le « Fihaonambem-pirenena » à partir des propositions des partis et associations politiques.

Le ou les projets de constitution sera/seront rédigé(s) conformément aux résolutions du « Fihaonambem-pirenena » et sera/seront soumis à référendum.

Ce référendum se doit toutefois d'être précédé d'une large explication citoyenne.

Article 5

Des élections : calendrier et modalités

Les partis et associations politiques acceptent, pour la mise en place des institutions de la quatrième République, la tenue d'élections libres, transparentes et démocratiques, et selon les impératifs calendaires suivants :

- Du 30 août au 3 septembre 2010 : tenue du « Fihaonambem-pirenena »;

- 17 novembre 2010 : référendum constitutionnel;
- 16 mars 2011 : élections législatives
- 4 mai 2011 : élections présidentielles (premier tour).

Article 6

Des thèmes proposés à débattre au « Fihaonambem-pirenena »

Il est proposé au « Fihaonambem-pirenena » de débattre et de proposer des résolutions sur les thèmes suivants :

- a) La Constitution de la quatrième République (modèles et régimes);
- b) L'amnistie;
- c) La réconciliation nationale;
- d) Le statut de l'opposition;
- e) La laïcité de l'État;
- f) L'impunité;
- g) La Haute Cour de justice;
- h) Le découpage territorial;
- i) L'inclusivité par le respect de la parité;
- j) Les conventions pour résoudre l'insécurité;
- k) L'identité culturelle.

D'autres textes importants restent à revoir :

- l) Le Code électoral;
- m) Le Code de la communication;
- n) La loi sur la concurrence;
- o) La loi sur les partis politiques et leur financement.

Dans un esprit de consensualité et d'inclusivité et afin de les mettre en œuvre, ces résolutions une fois adoptées par le « Fihaonambem-pirenena » feront l'objet de projets de lois soumis au parlement de la transition.

L'interactivité avec la société civile, organisateurs du « Fihaonambem-pirenena » doit prendre en compte :

- La manière dont les délégués seront désignés pour assister à cette conférence;
- L'accès des partis politiques aux résultats et synthèses des travaux lors des « Dinika santatra »;
- Et la gestion ainsi que la méthodologie de ces conférences.

Chapitre 2

De la gestion de la transition

Article 7

Institutions et organes

Les institutions et organes de la transition sont les garants du fonctionnement régulier de l'État.

7.1 M. Andry Nirina Rajoelina continuera d'exercer les fonctions de Président de la transition jusqu'à l'investiture du président de la quatrième République.

Le Gouvernement sera dirigé par un premier ministre désigné par le Président de la transition parmi les personnalités proposées de manière concertée par les partis et les associations politiques.

Les membres du Gouvernement sont nommés par le Président de la transition sur proposition du premier ministre parmi les personnalités choisies et présentées par les partis et associations politiques signataires.

7.2 Un parlement de la transition, dont les membres sont nommés par le Président de la transition, sera mis en place. Il sera composé d'une chambre haute et d'une chambre basse.

La Haute Autorité de la transition transformée en Conseil supérieur de la transition sera élargie à des personnalités présentées par les partis et associations politiques signataires.

Tous les partis et associations politiques signataires seront représentés dans la Chambre basse dénommée Congrès de la transition.

7.3 La Haute Cour constitutionnelle dans sa version actuelle reste en fonction jusqu'à la mise en place des institutions de la quatrième République.

7.4 Les membres de la Commission électorale nationale indépendante sont confirmés dans leurs fonctions sous réserve des éventuelles réclamations dûment fondées émanant des organisations qui les ont proposées.

Les membres représentant les partis politiques seront renforcés.

7.5 Les parties conviennent de la nécessité de la mise en œuvre de la réconciliation nationale. Le Comité national de réconciliation dont les membres seront issus des partis et associations politiques, de la société civile, de la société religieuse et des représentants des sociétés traditionnelles seront mis en place suivant les recommandations du « Fihaonambem-pirenena ». Ses programmes d'actions prioritaires seront étudiés lors du « Fihaonambem-pirenena ».

7.6 Pendant la durée de la transition, aucune procédure d'empêchement ou de destitution du Président de la transition, ni aucune motion de censure à l'endroit du Gouvernement, ni aucune mesure de dissolution des Assemblées parlementaires ne peuvent être exercées.

Article 8

Des mesures d'apaisement

Des mesures d'apaisement concernant la libération des détenus politiques, l'amnistie et la réouverture des médias censurés seront soumises aux instances compétentes (« Fihaonambem-pirenena », juridiction compétente et les deux chambres) pour action avec des mesures d'accompagnement idoines afin de pérenniser la paix sociale.

Toutes actions politiques de nature à porter atteinte à l'ordre public sont à proscrire. Les parties s'engagent à s'abstenir de tout acte de provocation.

Article 9

De la durée des campagnes électorales

Les parties signataires ont convenu que la durée des campagnes électorales législatives et présidentielles sont fixées à trente (30) jours.

Chapitre III

Dispositions finales

Article 10

Dispositions finales

Le présent accord qui prend effet à la date de sa signature, reste ouvert à l'adhésion des partis et associations politiques. Les partis signataires s'engagent à appliquer et à respecter les dispositions du présent accord.
